

« Si le sociologue a un rôle, ce serait plutôt de donner des armes que de donner des leçons »

Pierre Bourdieu, extraits

le sociographe
recherches en travail social

Téléchargement gratuit des n° épuisés sur www.lesociographe.org

Photo page précédente : © P. Messina / Méfis
Citation de la page précédente extraite de *Questions de sociologie*, 1984, p. 95.

- > Défataliser, p. 104
- > Reproduire, p. 107
- > Mythifier, p. 109
- > Bibliographie, p. 111

(Les titres sont de la rédaction)



Joyeux bordel, disait cette carte postale que lui avait envoyé un ami, et qui trônait dans sa bibliothèque au Collège de France.

Ce pourrait être, au final, la conclusion d'une oeuvre tracée comme un sillon, à la recherche, inlassablement, rigoureusement, des modes de domination et de légitimation sociales.

Certes le style fut plus recherché (souvent abscons) que cette formule, mais le fil conducteur semble bien avoir été l'explicitation de ces mécanismes, seul moyen de s'en libérer. Ses engagements de ces dernières années (discutés, discutables) en attestent. « Ce que le monde social a fait, le monde social armé de ce savoir peut le défaire », disait-il.

A travers ces trois extraits, c'est ce parcours où théorie et action étaient indissociables, que l'on vous propose ici de (re)parcourir.

Extraits choisis par M. Trigueros

> Les sciences sociales doivent conquérir tout ce qu'elles disent contre les idées reçues que véhicule le langage ordinaire et dire ce qu'elles ont conquis dans un langage qui est prédisposé à dire tout à fait autre chose. Casser les automatismes verbaux, ce n'est pas créer artificiellement une différence distinguée qui met à distance le profane ; c'est rompre avec la philosophie sociale qui est inscrite dans le discours spontané. Mettre un mot pour un autre, c'est souvent opérer un changement épistémologique décisif (qui risque d'ailleurs de passer inaperçu).

Défataliser

[extraits de *Questions de sociologie*, 1984, pp. 37-46]

Mais il ne s'agit pas d'échapper aux automatismes du bon sens pour tomber dans les automatismes du langage critique, avec tous les mots qui ont trop fonctionné comme slogans ou mots d'ordre, tous les énoncés qui servent non à énoncer le réel mais à boucher les trous de la connaissance (c'est souvent la fonction des concepts à majuscule et des propositions qu'ils introduisent, et qui ne sont guère, bien souvent, que des professions de foi, auxquelles le croyant reconnaît le croyant) (...).

Le langage sociologique ne peut être ni « neutre » ni « clair ». Le mot de classe ne sera jamais un mot neutre aussi longtemps qu'il y aura des classes : la question de l'existence ou de la non-existence des classes est un enjeu de lutte entre les classes. Le travail d'écriture qui est nécessaire pour parvenir à un usage rigoureux et contrôlé du langage ne conduit que rarement à ce que l'on appelle la clarté, c'est-à-dire le renforcement des évidences de bon sens ou des certitudes du fanatisme. (...)

Cela dit, la difficulté de la transmission des produits de la recherche sociologique tient

beaucoup moins qu'on ne le croit à la difficulté du langage. Une première cause de malentendu réside dans le fait que les lecteurs, même les plus « cultivés », n'ont qu'une idée très approximative des conditions de production du discours qu'ils tentent de s'approprier. Par exemple, il y a une lecture « philosophique » ou « théorique » des travaux de sciences sociales qui consiste à retenir les « thèses », les « conclusions » indépendamment de la démarche dont elles sont le produit (c'est-à-dire, concrètement, à « sauter » les analyses empiriques, les tableaux statistiques, les indications de méthode, etc.). Lire comme ça, c'est lire un autre livre. Lorsque je « condense » l'opposition entre les classes populaires et la classe dominante dans l'opposition entre le primat donné à la substance (ou à la fonction) et le primat donné à la forme, on entend un topo philosophique alors qu'il faut avoir à l'esprit que les uns mangent des haricots et les autres de la salade, que les différences de consommation, nulles ou faibles pour les vêtements de *dessous*, sont très fortes pour les vêtements de *dessus*, etc. Il est vrai que mes analyses sont le produit de l'application de schèmes très abstraits à des choses très concrètes (...).

Mais la principale source de malentendu réside dans le fait que, d'ordinaire, on ne parle presque jamais du monde social pour dire ce qu'il est et presque toujours pour dire ce qu'il devrait être. Le discours sur le monde social est presque toujours performatif : il enferme des souhaits, des exhortations, des reproches, des ordres, etc. Il s'ensuit que le discours du sociologue, bien qu'il s'efforce d'être constatatif, a toutes les chances d'être reçu comme performatif (...). Décrire la classe ouvrière comme elle est, c'est être suspect de vouloir l'enfermer dans ce qu'elle est comme dans un destin, de vouloir l'*enfoncer* ou de vouloir l'*exalter* (...). Les lecteurs lisent la sociologie avec les lunettes de leur habitus. Et certains trouveront un renforcement de leur racisme de classe dans

La vérité scientifique a toutes les chances d'atteindre ceux qui sont le moins disposés à l'accepter et très peu de chances de parvenir à ceux qui auraient le plus intérêt à la recevoir.

la même description réaliste que d'autres soupçonneront d'être inspirée par le mépris de classe (...).

Le malheur du sociologue est que, la plupart du temps, les gens qui ont les moyens techniques de s'approprier ce qu'il dit n'ont aucune envie de se l'approprier, aucun *intérêt* à se l'approprier, et ont même des intérêts puissants à le refuser (ce qui fait que des gens très compétents par ailleurs peuvent se révéler tout à fait indigents devant la sociologie), tandis que ceux qui auraient intérêt à se l'approprier ne possèdent pas les instruments d'appropriation, (culture théorique, etc.) (...). Bref, les lois de la diffusion du discours scientifique font que, malgré l'existence de relais et de médiateurs, la vérité scientifique a toutes les chances d'atteindre ceux qui sont le moins disposés à l'accepter et très peu de chances de parvenir à ceux qui auraient le plus intérêt à la recevoir (...).

Ce qu'il faudrait *divulguer*, disséminer, c'est le regard scientifique, ce regard à la fois objectivant et compréhensif qui, retournée sur soi, permet de s'assumer et même, si je puis dire, de se revendiquer, de revendiquer le droit à être ce qu'on est (...). On m'a reproché d'employer parfois un langage péjoratif pour parler de tous ceux qui imposent des besoins nouveaux et de sacrifier ainsi à une image de l'homme qui fait songer

à « l'homme de nature », mais dans une version socialisée. En fait, il ne s'agit pas d'enfermer les agents sociaux dans un « être social originel » traité comme un destin, une nature, mais de leur offrir la *possibilité* d'assumer leur habitus sans culpabilité ni souffrance. Cela se voit bien dans le domaine de la culture où la misère vient souvent d'une dépossession qui ne peut pas s'assumer. Ce qui se trahit sans doute dans ma manière de parler de tous les esthéticiens, diététiciens, conseillers conjugaux, et autres vendeurs de besoins, c'est l'indignation contre cette forme d'exploitation de la misère qui consiste à imposer des normes impossibles pour vendre ensuite des moyens — le plus souvent inefficaces — de combler l'écart entre ces normes et les possibilités réelles de les réaliser.

Sur ce terrain, qui est complètement ignoré de l'analyse politique, bien qu'il soit le lieu d'une action objectivement politique, les dominés sont abandonnés à leurs seules armes ; ils sont absolument dépourvus d'armes de défense collectives pour affronter les dominants et leurs psychanalystes du pauvre. Or il serait facile de montrer que la domination politique la plus typiquement politique passe aussi par ces voies (...) Si, devant le patron, le syndicaliste se sent, au fond, « dans ses petits souliers », comme on dit, c'est pour une par au moins parce qu'il ne dispose que d'instruments d'analyse,

d'auto-analyse, trop généraux et trop abstraits, qui ne lui donnent aucune possibilité de penser et de contrôler son rapport au langage et au corps (...).

Contrairement aux apparences, c'est en élevant le degré de nécessité perçue et en donnant une meilleure connaissance des lois du monde social, que la science sociale donne plus de liberté. Tout progrès dans la connaissance de la nécessité est un progrès dans la liberté *possible* (...). La mise au jour des lois qui supposent le laisser-faire (c'est-à-dire l'acceptation inconsciente des conditions de réalisation des effets prévus) étend le domaine de la liberté. Une loi ignorée est une nature, un destin (c'est le cas de la relation entre le capital culturel hérité et la réussite scolaire) ; une loi connue apparaît comme la possibilité d'une liberté (...)

Les dominés ont partie liée avec la découverte de la loi en tant que telle, c'est-à-dire en tant que loi historique, qui peut être abolie si viennent à être abolies les conditions de son fonctionnement. La connaissance de la loi leur donne une chance, une possibilité de contrecarrer les effets de la loi, possibilité qui n'existe pas aussi longtemps que la loi est inconnue et qu'elle s'exerce à l'insu de ceux qui la subissent. Bref, de même qu'elle dénaturalise, la sociologie défatalise.

P.B.

> Il se pourrait qu'un système d'enseignement soit d'autant plus capable de dissimuler *sa fonction sociale* de légitimation des différences de classe sous *sa fonction technique* de production des qualifications qu'il lui est moins possible d'ignorer les exigences incompressibles du marché du travail : sans doute les sociétés modernes parviennent-elles de mieux en mieux à obtenir de l'Ecole qu'elle produise et garantisse comme tels de plus en plus d'individus qualifiés, c'est-à-dire de mieux en mieux adaptés aux demandes de l'économie (...) Un système d'enseignement conforme aux normes de l'idéologie technocratique peut,

au moins aussi bien qu'un système traditionnel, conférer à la rareté scolaire qu'il

Reproduire

[extraits de *La reproduction* (avec JC Passeron), 1970, pp. 202-206]

produit ou qu'il décrète par le diplôme une rareté sociale relativement indépendante de la rareté technique des capacités exigées par le poste auquel le diplôme donne légitimement accès : on ne comprendrait pas autrement que tant de postes professionnels puissent être occupés, à des titres différents et avec des rémunérations inégales, par des individus qui (dans l'hypothèse la plus favorable à la fiabilité du diplôme) ne diffèrent que par le degré auquel ils ont été consacrés par l'école. Toutes les organisations comptent de ces « doublures » qui sont condamnées par l'absence de titres scolaires à une position subalterne bien que leur efficacité technique les rende indispensable (...).

C'est encore à la nécessité de masquer l'écart séparant la qualification technique effectivement garantie par le diplôme de la rentabilité sociale assurée par son effet de certification que répond l'idéologie de la « culture générale » dont la fonction première pourrait être d'interdire en fait et en droit que « l'homme cultivé » puisse jamais être mis en demeure de faire techniquement la preuve de sa culture. On comprend que les classes qui détiennent objectivement le monopole d'un rapport à la culture défini comme indéfinissable (parce qu'il ne peut être défini objectivement que par ce monopole de fait) soient prédisposées à tirer pleinement profit de l'effet de certification et qu'elles aient tout intérêt à défendre l'idéologie de la culture désintéressée qui légitime cet effet en le dissimulant (...).

Si toute opération de sélection a toujours indissociablement pour effet de contrôler des qualifications techniques par référence aux exigences du marché du travail et de créer des qualités sociales par référence à la structure des rapports de classe que le système d'enseignement contribue à perpétuer, bref, si l'École détient à la fois une fonction technique de production et d'attestation des capacités et une fonction sociale de conservation et de consécration du pouvoir et des privilèges, on comprend que les sociétés modernes fournissent au système d'enseignement des occasions multipliées d'exercer son pouvoir de transmuter des avantages sociaux en avan-

tages scolaires, eux-mêmes reconvertibles en avantages sociaux, parce qu'elles lui permettent de présenter des préalables scolaires, donc implicitement sociaux, comme des prérequis techniques de l'exercice d'une profession (...).

L'Ecole détient une fonction sociale de conservation et de consécration du pouvoir et des privilèges

En déléguant toujours plus complètement le pouvoir de sélection à l'institution scolaire, les classes privilégiées peuvent paraître abdiquer au profit d'une instance parfaitement neutre le pouvoir de transmettre le pouvoir d'une génération à l'autre et renoncer ainsi au privilège arbitraire de la transmission héréditaire des privilèges. Mais, par ses sentences formellement irréprochables qui servent toujours objectivement les classes dominantes, puisqu'elles ne sacrifient jamais les intérêts techniques de ces classes qu'au profit de leurs intérêts sociaux, l'Ecole peut mieux que jamais et, en tout cas, de la seule manière concevable dans une société se réclamant d'idéologies démocratiques, contribuer à la reproduction de l'ordre établi, puisqu'elle réussit mieux que jamais à dissimuler la fonction dont elle s'acquitte. Loin d'être incompatible avec la reproduction de la structure des rapports de classe, la mobilité des individus peut concourir à la conservation de ces rapports, en garantissant la stabilité sociale par la sélection contrôlée d'un nombre limité d'individus, d'ailleurs modifiés par et pour l'ascension individuelle, et en donnant par là sa crédibilité à l'idéologie de la mobilité sociale qui trouve sa forme accomplie dans l'idéologie scolaire de l'Ecole libératrice.

P.B. et J-C.P.

P. Bourdieu en
1960, 1970,
1984 et 1998



© Les éditions de
Minaud, D. Grimonet
pour 1998

> On entend dire partout, à longueur de journée, — et c'est ce qui fait la force de ce discours dominant —, qu'il n'y a rien à opposer à la vision néo-libérale, qu'elle parvient à se présenter comme évidente, comme dépourvue de toute alternative. Si elle a cette sorte de banalité, c'est qu'il y a tout un travail d'inculcation symbolique auquel participent, passivement, les journalistes ou les simples citoyens, et surtout, activement, un certain nombre d'intellectuels (...)

Mythi fier

Intervention à la Confédération générale des travailleurs grecs à Athènes, octobre 1996

[extraits de *Contre-feux*, 1998, pp. 34-49]

C'est tout un ensemble de présupposés qui sont imposés comme allant de soi : on admet que la croissance maximum, donc la productivité et la compétitivité, est la fin ultime et unique des actions humaines ; ou qu'on ne peut résister aux forces économiques. Ou encore, présupposé qui fonde tous les présupposés de l'économie, on fait une coupure radicale entre l'économie et le social, laissé à l'écart, et abandonné aux sociologues, comme une sorte de rebut. Autre présupposé important, c'est le lexique commun qui nous envahit, que nous absorbons dès que nous ouvrons un journal, dès que nous écoutons une radio, et qui est fait, pour l'essentiel d'euphémismes (...). On ne dit plus le patronat, on dit « les forces vives de la nation » ; on ne parle pas de débauchage, mais de « dégraissage », en utilisant une analogie sportive (un corps vigoureux doit être mince (...)). Contre cette *doxa*, il faut, me semble-t-il se défendre en la soumettant à l'analyse et en essayant de comprendre les mécanismes selon lesquels elle est produite et imposée.

Mais cela ne suffit pas, même si c'est très important, et on peut lui opposer un certain nombre de constats empiriques. Dans le cas de la France, l'Etat a commencé à abandonner un certain nombre de terrains de l'action sociale. La conséquence, c'est une somme extraordinaire de souffrances de toutes sortes, qui n'affectent pas seulement les gens frappés par la grande misère. On peut ainsi montrer qu'à l'origine des problèmes qui s'observent dans les banlieues des grandes villes, il y a une politique néo-libérale du logement qui, mise en pratique dans les années 1970 (l'aide « à la personne »), a entraîné une ségrégation sociale, avec d'un côté le sous-prolétariat composé pour une bonne part d'immigrés, qui est resté dans les grands ensembles collectifs et, de l'autre, les travailleurs permanents dotés d'un salaire stable et la petite-bourgeoisie qui sont partis dans des petites maisons individuelles qu'ils ont achetées avec des crédits entraînant pour eux des contraintes énormes. Cette coupure sociale a été déterminée par une mesure politique (...).

L'Etat est une réalité ambiguë. On ne peut pas se contenter de dire que c'est un instrument au service des dominants. Sans doute l'Etat n'est-il pas complètement neutre, complètement indépendant des dominants, mais il a une autonomie d'autant plus grande qu'il est plus ancien, qu'il est plus fort, qu'il a enregistré dans ses structures des conquêtes sociales plus importantes, etc. Il est le lieu de conflits (par exemple entre les ministères financiers et les ministères dépensiers, chargés des problèmes sociaux). Pour résister *contre l'involution de l'Etat*, c'est-à-dire contre la régression vers un Etat pénal, chargé de la répression, et sacrifiant peu à peu les fonctions sociales, éducation, santé, assistance, etc., le mouvement social peut trouver des appuis du côté des responsables des dossiers sociaux, chargés de la mise en œuvre de l'aide aux chômeurs de longue durée, qui s'inquiètent des ruptures de la cohésion sociale, du chômage, etc., et qui s'opposent aux financiers qui ne veulent

connaître que les contraintes de la « globalisation » et la place de la France dans le monde. J'ai évoqué la « globalisation » : c'est un mythe au sens fort du terme, un discours puissant, un « idée force », une idée qui a de la force sociale, qui obtient la croyance. C'est l'arme principale des luttes contre les acquis du *welfare state* : les travailleurs européens, dit-on, doivent rivaliser avec les travailleurs moins favorisés du reste du monde (...). De façon générale, le néo-libéralisme fait revenir sous les dehors d'un message très chic et très moderne les plus vieilles idées du plus vieux patronat (...). C'est le propre des révolutions conservatrices, celle des années trente en Allemagne, celle de Thatcher, Reagan et autres, de présenter des restaurations comme des révolutions. La révolution conservatrice aujourd'hui prend une forme inédite : il ne s'agit pas, comme en d'autres temps, d'invoquer un passé idéalisé, à travers l'exaltation de la terre et du sang, thèmes archaïques des vieilles mythologies agraires. Cette révolution conservatrice d'un type nouveau se réclame du progrès, de la raison, de la science (l'économie en l'occurrence) pour justifier la restauration et tente ainsi de renvoyer dans l'archaïsme la pensée et l'action progressiste (...).

En présence de ces mécanismes, que peut-on faire ? Il faudrait réfléchir d'abord sur les limites implicites qu'accepte la théorie économique. La théorie économique ne prend pas en compte dans l'évaluation des coûts d'une politique, ce que l'on appelle les coûts sociaux. Par exemple, une politique de logement, celle qu'a décidée Giscard d'Estaing en 1970, impliquait des coûts sociaux à long terme qui n'apparaissent

Qui rattacherait une émeute de 1990 dans une banlieue de Lyon à une décision politique de 1970 ?

même pas comme tels car, en dehors des sociologues, qui se souvient, vingt ans plus tard de cette mesure ? Qui rattacherait une émeute de 1990 dans une banlieue de Lyon à une décision politique de 1970 ? Les crimes sont impunis parce qu'ils sont frappés d'oubli. Il faudrait que toutes les forces sociales critiques insistent sur l'incorporation dans les calculs économiques des coûts sociaux des décisions économiques. Qu'est-ce que cela coûtera à long terme en débauchages, en souffrances, en maladies, en suicides, en alcoolisme, en consommation de drogue, en violence dans la famille, etc. autant de choses qui coûtent très cher, en argent, mais aussi en souffrance ? Je crois que, même si cela peut paraître très cynique, il faut retourner contre l'économie dominante ses propres armes, et rappeler que, dans la logique de l'intérêt bien compris, la politique strictement économique n'est pas nécessairement économique (...). On ne peut pas tricher avec la loi de la conservation de la violence : toute violence se paie et par exemple la violence structurale qu'exercent les marchés financiers, sous forme de débauchages, de précarisation, etc., a sa contrepartie à plus ou moins long terme sous forme de suicides, de délinquance, de crimes, de drogue, d'alcoolisme, de petites ou de grandes violences quotidiennes (...).

En fait, la force de l'idéologie néo-libérale, c'est qu'elle repose sur une sorte de néo-darwinisme social : ce sont « les meilleurs et les plus brillants », comme on dit à Harvard, qui triomphent (...). Il y a les *winners* et les *losers*, il y a la noblesse, ce que j'appelle la noblesse d'Etat, c'est-à-dire ces gens qui ont toutes les propriétés d'une noblesse au sens médiéval du terme et qui doivent leur autorité à l'éducation, c'est-à-dire, selon eux, à l'intelligence, conçue comme un don du Ciel, dont nous savons qu'en réalité elle est distribuée par la société, les inégalités d'intelligences étant des inégalités sociales. L'idéologie de la compétence convient très bien pour justifier une opposition qui ressemble un peu à celle des maîtres et des esclaves : avec d'un

coté des citoyens à par entière qui ont des capacités et des activités très rares et surpayées (...), et puis de l'autre côté, une masse de gens voués aux emplois précaires ou au chômage.

Max Weber disait que les dominants ont toujours besoin d'une « théodicée de leurs privilèges », ou mieux, d'une sociodicée, c'est-à-dire d'une justification théorique du fait qu'ils sont privilégiés. La compétence est aujourd'hui au cœur de cette sociodicée,

qui est acceptée, évidemment, par les dominants — c'est leur intérêt — mais aussi par les autres (...). Dans la souffrance sociale, entre pour une grande part la misère du rapport à l'école qui ne fait pas seulement les destins sociaux mais aussi l'image que les gens se font de ce destin (ce qui contribue sans doute à expliquer ce que l'on appelle la passivité des dominés, la difficulté à les mobiliser, etc.).

P.B.

Bi bli ographi e

(en langue française, hors-articles, hors périodiques, hors ré-éditions)

- Sociologie de l'Algérie*, Paris : PUF, 1958
- Travail et travailleurs en Algérie*, Paris-La Haye : Mouton, 1963 (avec A. Darbel, J.P. Rivet, C. Seibel)
- Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris : Minuit, 1964 (avec A. Sayad)
- Rapport pédagogique et communication*, Paris : Mouton, 1965 (avec J.C. Passeron et M. St-Martin)
- Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris : Minuit, 1964 (avec J.C. Passeron)
- Un art moyen. Essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris : Minuit, 1965 (avec L. Boltanski, R. Castel, J.C. Chamboredon)
- L'amour de l'art. Les musées d'art européens et leur public*, Paris : Minuit, 1966 (avec A. Darbel)
- Le métier de sociologue*, Paris : Mouton-Bordas, 1968 (avec J.C. Chamboredon, J.C. Passeron)
- La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris : Minuit, 1970 (avec J.C. Passeron)
- Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de Trois études d'ethnologie kabyle*, Genève : Droz, 1972
- Algérie 60. Structures économiques et structures temporelles*, Paris : Minuit, 1977
- La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Minuit, 1979
- Le sens pratique*, Paris : Minuit, 1980
- Questions de sociologie*, Paris : Minuit, 1981
- Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris : Fayard, 1982
- Leçon sur la leçon*, Paris : Minuit, 1982
- Homo academicus*, Paris : Minuit, 1984
- Choses dites*, Paris : Minuit, 1987
- L'ontologie politique de Martin Heidegger*, Paris : Minuit, 1988
- La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris : Minuit, 1989
- Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris : Seuil, 1992 (avec L. Wacquant)
- Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris : Seuil, 1992
- La misère du monde* (dir.), Paris : Seuil, 1993
- Libre-échange*, Paris : Seuil, 1993 (avec H. Haacke)
- Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris : Seuil, 1994
- Sur la télévision suivi de L'emprise du journalisme*, Paris : Liber/Raisons d'agir, 1996
- Méditations pascaliennes. Éléments pour une philosophie négative*, Paris : Seuil, 1997
- Les usages sociaux de la science*, Paris : INRA, 1997
- Contre-feux*, Paris : Liber/Raisons d'agir, 1998
- La domination masculine*, Paris : Seuil, 1998
- Propos sur le champ politique*, Lyon : PUL, 2000
- Les structures sociales de l'économie*, Paris : Seuil, 2000
- Contre-feux 2*, Paris : Liber/Raisons d'agir, 2001
- Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001
- Science de la science et réflexivité*, Paris : Liber/Raisons d'agir, 2001
- Interventions politiques. 1961-2001*, Marseille : Agone éditeur, 2002
- Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris : Seuil, 2002